

## **Financement du développement et expériences de développement**

### **Par Amady Aly Dieng**

Tout plan de développement exige un financement. Le NEPAD n'échappe pas à cette règle. C'est pourquoi il est nécessaire d'examiner les problèmes du financement du NEPAD à la lumière des expériences de développement que l'histoire économique et sociale du monde peut nous offrir. Il ne s'agit pas de copier des modèles de développement qui sont inapplicables dans les pays africains en raison de leur contexte politique, social, économique et culturel. Il s'agit surtout de tirer des leçons des différentes expériences de développement qui ont eu cours en Afrique ou ailleurs et de mettre à profit les leçons des différents échecs enregistrés dans le passé. Mais auparavant il convient d'aborder certains problèmes liés aux chances de succès du NEPAD avant d'étudier les questions relatives à son financement.

### **Considérations générales sur les chances de succès du NEPAD**

On ne peut pas évaluer les chances de succès de ce plan sans se poser un certain nombre de questions fondamentales comme ses fondements théoriques, sa cohérence d'ensemble, les exigences politiques, économiques, financières, sociales et culturelles de sa réalisation.

Le NEPAD, la théorie néoclassique et le « consensus de Washington »

Le NEPAD ne met pas systématiquement en cause la théorie néoclassique, fondement du « consensus de Washington ». La Banque mondiale et le Fonds monétaire international constituent les lieux principaux où s'est construit le consensus de Washington. Ces deux institutions ont réussi, à partir des années 1979-1980, à jouer un rôle central dans la gestion quasi-directe des politiques économiques des pays, par l'application généralisée des programmes d'ajustement structurel sur tous les continents. Mais, au-delà, ces deux institutions ont cherché à s'instituer en lieux dominants de la réflexion théorique sur les questions de développement et dans celui des politiques économiques.

Les interventions du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale s'inscrivent dans une approche particulière de la convergence. Cette approche n'est plus celle du rattrapage des retards, c'est-à-dire de la convergence à long terme des performances des économies, comme cela avait

longtemps été l'objectif des économistes du développement, mais d'une convergence de moyens, de politiques en vue d'atteindre l'objectif de constitution du marché mondial unique et homogène.

Le consensus de Washington remet en cause toute forme d'intervention étatique et proclame la suprématie du marché dans l'allocation des ressources. Le fondement théorique en est l'équilibre général, mécanisme de fixation de prix d'équilibre résultant de la confrontation des offres et des demandes sur l'ensemble des marchés. Sa philosophie économique repose sur l'idée d'un monde entièrement conçu autour des échanges privés. Les accords privés se substituent à un arbitraire extérieur comme mode de régulation du système économique. De là résulte le principe dominant de l'approche : le moins d'Etat. L'Etat étant créateur de distorsions, de conflits artificiels dans la sphère des relations marchandes privées généralisées. Le consensus inclut, par ailleurs, la théorie de l'avantage comparatif, instrument de l'intégration des pays en voie de développement dans le marché mondial sur la base de leurs dotations en facteurs.

Ainsi une nouvelle orthodoxie apparaît, fondée sur les principes de respect des règles du marché, de retrait de l'Etat, et des avantages comparatifs. La logique marchande de l'ajustement va se substituer à la planification du développement et à l'intervention de l'Etat. La logique de l'intégration au marché mondial et de la spécialisation selon les avantages comparatifs va se substituer à la logique du développement du marché intérieur et de la constitution des structures productives articulées.

Selon les théoriciens de l'école néoclassique ; l'harmonie des intérêts individuels conduit à l'équilibre général et un optimum. De même, l'harmonie des intérêts des pays dans la spécialisation internationale conduit à un optimum global.

Cette vision a été critiquée par beaucoup d'auteurs et en particulier par des économistes se situant à l'intérieur de la pensée libérale (dont François Perroux). Certains d'entre eux ont développé des analyses qui reposent sur les bases suivantes. Le sous-développement n'est pas une étape normale dans le développement mais un phénomène historique et spécifique à certaines sociétés. Il n'est pas un retard dans le développement mais résulte d'un blocage de la croissance : les économies développées ne transmettent pas leur croissance aux économies sous-développées. La société sous-développée ne peut être étudiée spécifiquement sans être insérée dans les évolutions du système économique mondial.

Face une conception qui privilégie l'équilibre général au détriment des conditions de l'accumulation, la prise en compte du rôle de l'Etat et de firmes

multinationales dans le processus de développement est jugée nécessaire par des auteurs partisans de la pensée libérale comme François Perroux qui introduit des notions d'effets de domination, de désarticulation et de non-couverture des coûts de l'homme (cf. Gérard Azoulay ; Les théories du développement. Du rattrapage des retards à l'explosion des inégalités. Presses universitaires de Rennes. 2002)

Nous ne pouvons pas poursuivre de manière approfondie la critique des bases théoriques implicites du NEPAD. Mais nous tenions à ce que ses auteurs dévoilent les fondements théoriques de leur plan face au groupe du G 7 qui inspire la politique des institutions de Bretton Woods et à l'appréciation du quel sera soumis le NEPAD.

### **Cohérence d'ensemble**

La manière dont le plan a été établi n'augure pas de l'existence d'une cohérence sans faille. Le NEPAD est un amalgame de plusieurs plans dont les problématiques ne sont pas toujours les mêmes et compatibles entre elles. Le plan Thabo Mbeki semble se préoccuper de problèmes culturels et de la Renaissance de l'Afrique. Le plan Oméga semble s'orienter vers des considérations économiques marquées par la volonté de rattraper le retard des pays africains par rapport aux pays développés. Par ailleurs certains organismes comme la Banque mondiale y ont ajouté leurs préoccupations qui ne sont pas forcément les préoccupations des chefs d'Etat, auteurs de ce Plan

Il existe un problème de compatibilité entre le plan oméga et le plan Thabo Mbéki. Le courant de pensée qui s'exprime à travers la « Renaissance africaine » (African Renaissance) défendue par Thabo Mbéki n'est ni une idéologie à proprement parler, ni un programme politique complètement tracé. Il repose sur la conviction que le continent africain possède des ressources nécessaires à son développement, qu'il est possible de lutter contre les fléaux qui le minent et que la corruption peut être enrayée, à condition de favoriser l'instauration ou le renforcement des structures démocratiques. C'est un projet résolument optimiste. Le gouvernement d'unité nationale, avec l'*African National Congress* (ANC), déploie d'énormes efforts pour réaliser son programme de reconstruction et de développement. Il s'est attaché à développer une politique de *réconciliation nationale*. Il nourrit des ambitions continentales et internationales. Il ne propose pas de solutions concrètes aux problèmes qui affectent les Sud-Africains, mais vise simplement à indiquer la direction à suivre.

Abdoulaye Wade considère le panafricanisme et le libéralisme comme les termes d'une même doctrine et non les deux termes s'excluant l'une l'autre. Son libéralisme, précise-t-il, n'est pas le libéralisme d'un Frédéric Bastiat. Son choix est en faveur d'un panafricanisme libéral.

A la lecture du document publié à la suite de la réunion d'Abuja tenue en octobre 2001 où il est question de financement des projets de développement exclusivement régionaux, on peut se poser la question suivante : quelles sont les autorités qui vont assurer la compatibilité qui devra exister entre les plans régionaux, continentaux et nationaux. C'est une question qu'on ne peut guère éluder.

Le Nepad présentent certaines faiblesses que nous nous contenterons de rappeler sans entrer dans les détails : rivalité entre certains chefs d'Etat en matière de leadership, caractère élitiste du plan défini par quelques uns des chefs d'Etat sans consultation de la société civile et des populations, acceptation implicite du modèle néo-libéral ayant conduit aux effets désastreux des programmes d'ajustement structurel, absence d'études des forces sociales qui peuvent être favorables ou défavorables au plan dans les différents pays africains, dialogue privilégié avec le G 8, caractère vague du contenu de la diaspora qui semble inclure uniquement les Afro-américains et exclure la diaspora des pays du Maghreb et de l'Egypte dans les pays européens, au Moyen Orient et en Amérique, etc....( Pour plus de détails, consulter les articles contenus dans le livre édité par deux chercheurs sud-africains : Eddy Maloka et Elizabeth le Roux : *Problematizing the African Renaissance*, Africa Institute of South Africa 2000)

### **Les orientations fondamentales du NEPAD**

Un des credos des partisans de ce plan repose sur le fait que c'est le secteur privé qui est à l'origine du développement des pays développés comme l'Europe, les Etats-Unis et le Japon. Omar Bongo, le président de la séance d'ouverture de la réunion de Dakar groupant les Chefs d'Etat africains et les bailleurs de fonds et tenue les 15 et 16 avril 2002. a déclaré : « Le financement du développement par les ressources publiques est impossible à cause du poids de la dette et de la baisse de l'aide publique au développement. Nous comptons sur le secteur privé qui a développé l'Europe et récemment l'Asie ». Ce point mérité d'être clarifié et discuté à la lueur de l'expérience des pays cités. On peut faire deux remarques.

En premier lieu, l'Etat et le privé, tous les deux, ont joué des très importants dans le développement des ces pays. L'Etat a financé la réalisation des infrastructures, la santé et l'éducation, dépenses considérées comme non rentables par le capital privé. Ce sont là des éléments indispensables pour le bon fonctionnement des entreprises privées. Le directeur général de l'Agence française de développement (AFD), Jean Michel Severino, en marge des ateliers sectoriels de la conférence sur le financement du NEPAD, organisée à Dakar les 15 et 16 avril 2002, a tenu une conférence de presse destinée à situer les actions de son département et plus globalement de la coopération française et

européenne dans le cadre du NEPAD. Il a notamment mis l'accent sur le recentrage des actions de son institution dans le financement de projets à caractères régionaux.

Durant les sept dernières années c'est une enveloppe de 228 millions d'Euro que l'AFD a injecté sous forme de projets dans l'économie sénégalaise et sous-régionale. Des projets industriels, Industries chimiques du Sénégal (ICS), mais aussi d'adduction d'eau potable, Société nationale des eaux du Sénégal (SONES) et d'infrastructure (étude et réalisation du réseau ferroviaire Dakar-Bamako) sont à compter parmi les différentes interventions. Tous ces projets, de l'avis du directeur général de l'AFD, restent à forte connotation intégrationniste destinée à désenclaver le Sénégal vers les autres Etats de la sous-région. Il conclut sur la nécessaire complémentarité du secteur public et privé : « le partenariat secteur public et privé constitue l'issue la meilleure pour faire face aux défis du développement ». (Cf. Sud quotidien du 16 avril 2002)

En deuxième lieu, le capital privé qui a développé ces pays est essentiellement national et non étranger. Or le NEPAD veut faire reposer le développement durable sur l'arrivée massive de capitaux privés étrangers en Afrique. Il est difficile de citer des pays ayant réussi à se développer sur la base des seuls investissements privés étrangers. Nous reviendrons sur cette question qui nous paraît fondamentale.

Dans le plan, il est affirmé que le développement durable devra reposer sur la volonté politique des dirigeants africains et sur l'appropriation du NEPAD par les peuples africains « unis dans leur diversité ». La volonté politique est certes importante dans la réalisation de tout projet. C'est certes une condition nécessaire, mais elle n'est pas suffisante. Il faut avoir les moyens politiques, sociales et culturelles de cette volonté politique. Le volontarisme a été l'une des plus grandes faiblesses des dirigeants africains qui ont voulu assurer le développement économique, social et culturel des peuples africains. Dans ce domaine, on a trop souvent sous-estimer la dimension sociale du développement. On devrait repérer les forces sociales africaines qui sont susceptibles de porter des projets de développement favorables à leurs intérêts. Si un projet d'organisation politique et économique n'est pas porté par des forces sociales importantes susceptibles de réaliser leurs intérêts, il demeure une simple vision empreinte de beaucoup de générosité et sans portée pratique. Quelles sont les forces sociales dans les différents pays africains qui sont favorables à la création de richesses matérielles ? Et quelles sont les forces sociales qui sont défavorables à la création de richesses matérielles ? Quelles sont les forces sociales africaines qui sont dans le secteur de la distribution des produits importés ? Ces forces sociales ne jouent guère le rôle d'une bourgeoisie nationale capable de créer des richesses dans le cadre d'un marché national à l'instar des différentes bourgeoisies des pays développés au cours du

XXe siècle en Europe, aux Etats-Unis et au Japon. Ces questions fondamentales n'ont pas été clairement posées dans le NEPAD. Ce silence nous paraît étrange.

La conclusion que l'on peut tirer de ces remarques, c'est qu'il est nécessaire d'étudier la stratification sociale qui n'est pas la même dans tous les pays africains. La connaissance des intérêts en conflits dans les différents pays est un facteur qui permet d'éclairer les possibilités d'union ou les obstacles à l'unité au sein des pays et à l'unité des différents pays africains.

Cette question des conflits d'intérêts au sein d'un même pays qui s'expriment dans les irrédentismes et les guerres ethniques ne peut guère être éludée. Ce phénomène n'est pas de nature à rassurer les bailleurs de fonds que les défenseurs du NEPAD veulent attirer. Les conflits d'intérêts entre pays africains qui ont des frontières communes et quelquefois motivées par l'existence de richesses minières ou pétrolières (La Bande d'Aozou, le conflit mauritano-sénégalais conflit, sénégal-Bissau guinéen, le conflit Mali-Burkina Faso, Le conflit Nigeria-Cameroun, etc.)

A notre avis, les auteurs du Nepad auraient du tirer systématiquement des leçons des expériences de l'OUA, de la BAD et de la CEA.

L'OUA est remplacée par l'Union Africaine. Elle n'a été que le produit de la nature des Etats qui l'ont constitué. Elle a connu des limites incontestables. C'est pourquoi on peut se poser la question de la pertinence des protocoles prévus par le Traité d'Abuja. L'OUA n'a pu se doter des moyens nécessaires à la mise en œuvre du Plan d'action de Lagos qui été laissée de côté au bénéfice du Plan Eliot Berg commandité par la Banque mondiale. Dans un document : La coopération économique et l'intégration régionale en Afrique. Expériences passées, leçons et questions pour le futur (Académie africaine des sciences. 1992), un sociologue algérien Bourenane note le décalage entre les déclarations contenues dans le Traité d'Abuja et les politiques économiques pratiquées par les Etats africains ; "Il y a un décalage entre la problématique du Traité qui est de type volontariste et développementiste et celle aujourd'hui en cours sur le terrain. Celle-ci se fonde sur l'ajustement structurel au marché mondial et non sur un développement auto-entretenu et endogène ».

L'Union Africaine devant se substituer à l'OUA, il est impérieux d'évaluer de la manière la plus objective les activités de la défunte institution continentale. Malheureusement, les évaluations de ses activités connaissent des limites, car elles n'abordent pas l'impact des rapports entre les pouvoirs d'Etat et leurs sociétés respectives sur les relations interafricaines. N. Bourenane montre comment on élude les raisons des échecs en matière de coopération en s'abritant derrière l'absence de volonté politique des Etats : « La question de la

légitimation interne (et par ricochet externe des pouvoirs d'Etat) à travers les conflits interétatiques interposés, la référence prééminente aux puissances étrangères dans l'explication des conflits politiques et armés ou de différends économiques, la non prise en compte et l'absence d'évaluation des marges de manœuvre dont disposent les Etats au plan international, témoignent d'une telle carence. Pourtant sans un travail sur l'impact des problèmes internes sur les relations interétatiques on continuera à recourir à l'argument simpliste de l'absence de volonté politique pour expliquer les échecs en matière de coopération ». (p.24)

### **Le financement du développement du NEPAD et les expériences de développement**

En réalité, les expériences de développement sont essentiellement de deux ordres. Elles se sont déroulées dans le cadre de deux systèmes politico-économiques : le système capitaliste et le système socialiste. Examinons le financement qui a été à l'origine du développement économique dans chacun de ses deux systèmes avant d'examiner la nature, la portée et les limites du financement du NEPAD tel qu'il est envisagé dans les documents produits sur cette question.

#### **Le financement du développement capitaliste des pays développés d'Europe, de l'Amérique et du Japon.**

Il n'est pas question d'étudier ce problème dans les détails. Il s'agit de contextualiser les conditions politiques, économiques, sociales et culturelles du financement du développement capitaliste dans sa phase de transition de l'ancien régime féodal à la période des temps modernes et dans la phase d'achèvement.

Dans la phase de constitution du capitalisme qui a duré de 1492 (découverte de l'Amérique avec Christophe Colomb) au XVIII<sup>e</sup> siècle, c'est-à-dire la période mercantiliste, on a assisté à ce que Adam Smith a appelé l'Accumulation primitive (Previous accumulation). Ce terme sera repris par Karl Marx dans *Le Capital* (livre I, tome 1). C'est la période de la genèse du capital et sa préhistoire. Les moyens de financement relèvent très souvent de procédés violents : traite des Nègres, Crimes nationaux comme l'extermination des Indiens, pillages des trésors d'or des pays d'Amérique latine, concussions, expropriation des petits producteurs avec les enclosures en Angleterre, etc.)

Dans sa forme achevée du capitalisme, le financement du développement s'est réalisé grâce à une accumulation interne et à la colonisation. Durant cette période, les banques de dépôts et des banques d'affaires ont été impliquées dans le financement des fonds de roulement et des investissements. Par ailleurs, les marchés financiers, les bourses de valeurs mobilières ont joué des rôles importants dans le développement capitaliste des pays d'Europe.

Au Japon, le développement capitaliste a été réalisé sous l'ère Meiji au XVIII<sup>e</sup> siècle. Il a reposé sur un système de protection de ses propres hommes d'affaires, d'un soutien sans faille de son agriculture, de la recherche systématique de la science et de la technique en Occident, et sur la colonisation des certains pays asiatiques comme la Mandchourie, Taïwan et la Corée, etc, et sur une solide classe de capitaines d'industrie comme les *aitbatsu*.

L'Amérique du Nord a connu un développement capitaliste reposant sur des crimes nationaux et l'esclavage de Noirs, sur un vaste marché stimulé par l'existence de hauts salaires dus à l'abondance des terres enlevées aux Indiens. La taille énorme des Etats Unis et la protection de ses productions théorisée par Carey contre son ancien pays colonisateur, l'Angleterre, ont contribué au développement du capitalisme américain

Ces expériences de développement capitaliste sont-elles reproductibles en Afrique ? Nous ne le pensons pas. Et par ailleurs, les expériences des pays socialistes dont les régimes se sont effondrés sont à écarter. Compte tenu des enseignements à tirer de ces expériences, nous allons examiner les problèmes du financement du NEPAD.

### **Les problèmes du financement du NEPAD**

Après avoir passé en revue le problème de la mobilisation des ressources et les moyens de financement envisagés dans ce plan, nous essaierons de porter des appréciations sur leurs chances de succès

#### **Mobilisation des ressources.**

Pour réaliser la croissance annuelle d'environ 7 pour cent du continent, il faudra « augmenter l'épargne domestique et améliorer la perception des recettes fiscales. Cependant, la majeure partie de ces ressources devra être obtenue de l'extérieur du continent ». (Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, (NEPAD), pp 36, 37.).

Pour ce faire les initiateurs de ce document comptent avant tout sur la réduction de la dette extérieure et l'Aide publique au développement qui apporteront les ressources extérieures requises à court et moyen terme. Mais les apports de capitaux privés doivent être envisagés plutôt à long terme. Ils énoncent en matière de flux de capitaux un principe fondamental selon lequel l'augmentation des apports de capitaux est inséparable de l'amélioration de la gouvernance. C'est une idée force qui figure dans le plan Thabo Mbeki. On peut être sceptique sur la pertinence de la liaison fondamentale entre l'arrivée massive de capitaux étrangers et la bonne gouvernance ou la démocratie. En réalité, la rentabilité des projets à financer est le premier facteur dont tient

compte l'investisseur sans compter d'autres considérations. Le capital est plus intéressé par le profit que la bonne gouvernance.

L'augmentation des ressources internes est subordonnée à l'augmentation de l'épargne domestique des ménages et des entreprises. Mais on ne dit pas comment. De plus dans des pays où l'on garantit la libre sortie des capitaux et des profits, il ne peut pas y avoir une accumulation interne. L'énorme épargne réalisée par les entreprises étrangères qui dominent l'économie des pays africains sera exportée à l'extérieur. Cette fuite de capitaux est préjudiciable au développement économique. La suppression du contrôle des changes est un danger pour les pays africains qui veulent se développer. Lors des crises asiatiques, c'est la Malaisie qui avait institué le contrôle des changes qui a le mieux amorti les effets désastreux de la crise

Pour les initiateurs du NEPAD, la tendance à exporter à l'extérieur une partie importante de l'épargne locale ne pourra être renversée que « si les ressortissants pensent qu'ils ont intérêt à conserver leurs richesses en Afrique. C'est pourquoi il faut aussi d'urgence créer des conditions favorables aux investissements du secteur privé, local et étranger ». Dans ce domaine, il y a eu des expériences qui ont été tentées dans plusieurs Etats africain et notamment en Côte d'Ivoire et qui malheureusement n'ont pas réussi.

## **Les moyens de financement**

Pour financer le développement, il est nécessaire de recourir à l'épargne intérieure ou à l'épargne étrangère. Mais la structure du financement assuré par l'épargne intérieure et par l'épargne étrangère a une grande importance pour ceux qui veulent promouvoir le développement d'un pays. Pour la réussite du développement d'un pays quelconque, il est préférable de compter sur la mobilisation de l'épargne intérieure plus que sur l'épargne étrangère. Ce faisant, les responsables de la politique économique seront moins dépendants des bailleurs de fonds étrangers qui se soucient plus de la rentabilité financière immédiate que des préoccupations à long terme qui sont à la base de tout projet de développement économique. Compte tenu de ces remarques qui nous paraissent fondamentales, nous allons examiner les différents moyens de financement, intérieurs et extérieurs.

### **Moyens de financements intérieurs**

La collecte de l'épargne locale est du ressort des banques de dépôts, des banques d'affaires, des marchés financiers.

### **Les banques de dépôts**

En Afrique, on a toujours reproché aux banques de dépôts ou banques commerciales de financer des opérations à court terme et de négliger systématiquement les opérations d'investissement ou de développement à long terme. En raison de la trop grande liquidité des dépôts collectés auprès de leur clientèle, ces banques refusent d'immobiliser leurs fonds dans des investissements. Elles préfèrent financer les fonds de roulements des entreprises locales. Par ailleurs, ces banques, en raison de l'extraversion des économies africaines, financent essentiellement les secteurs d'activité liés au commerce extérieur, c'est-à-dire l'import-export. Ainsi ces banques s'intéressent surtout aux problèmes de trésorerie des entreprises qu'à des investissements à moyen ou long terme ou à des prises de participations dans les sociétés. Cette faiblesse a été bien perçue par certains responsables des politiques économiques africaines ; c'est pourquoi elles ont tenté de créer des banques de développement qui joueraient les mêmes rôles que les banques d'affaires et des bourses de valeurs. Examinons ces expériences et tirons en des leçons

### **Les banques de développement.**

En Afrique francophone, les banques de développement travaillent, avec les fonds appartenant à l'Etat, aux organismes public ou parapublic, surtout dans le secteur agricole et dans celui de la commercialisation des produits qui en sont issus. Les coopératives, les offices de commercialisation sont les principaux bénéficiaires des crédits à court terme. Autrement dit, elles ne financent pas des crédits à moyen et long terme. La fonction des banques de développement était de constituer un succédané du marché financier et des banques d'affaires inexistantes en Afrique pour les entreprises qui voulaient s'engager dans la voie de développement. Cette expérience a échoué. C'est pourquoi dans le cadre de l'Union monétaire ouest-africaine (UMOA) les autorités monétaires ont supprimé la distinction entre banques de dépôts et banques de développement.

Les banques de développement finançaient des opérations commerciales à court terme et consentaient des crédits immobiliers et des crédits à la consommation surtout et non des crédits aux activités de production.

Au niveau régional et continental, il existe des banques de développement. Il serait intéressant de faire le bilan de leurs activités pour tirer des leçons. On peut citer par exemple, la Banque ouest africaine de développement (BOAD) qui opère dans l'espace régional de l'Afrique occidentale où intervient l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). La connaissance de la portée et des limites de ses interventions mérite d'être utilisée pour évaluer les chances de succès des financements des projets régionaux du NEPAD

La Banque africaine de développement dont le siège est à Abidjan opère sur le plan continental. Elle a connu des échecs en matière de financement faute

de ressources suffisantes et d'insolvabilité de certains Etats africains membres. Son expérience devrait guider les initiateurs du NEPAD pour assurer la cohérence des financements au niveau du continent

Pour atteindre ses objectifs, la BAD est passée d'une institution exclusivement africaine à une institution ouverte depuis 1982 à des bailleurs de fonds étrangers. Rapportée aux besoins de financement du continent africain, la contribution de la Banque est très limitée. Elle se chiffre à moins de 2% sur la période 1987-1991.

Du point de vue de la gestion de ses ressources et de son comportement sur les marchés financiers, tous les indicateurs convergent pour montrer la solidité et la bonne santé de l'institution. Elle apparaît ainsi comme l'une des institutions les plus solides du continent. Mais elle reste encore éloignée des objectifs de départ dans son rôle relatif à la promotion de la coopération régionale et sous régionale.

On constate un certain glissement en faveur de la mise en œuvre des programmes d'ajustement structurel (PAS) selon une conception orthodoxe, c'est-à-dire sans la prise en considération des contraintes réelles pesant sur les Etats. On a vu l'opposition des Etats-Unis à l'octroi d'un prêt d'ajustement à la Zambie ayant rompu avec ses accords avec le FMI. Des pressions du même genre se sont manifestées pour orienter les activités du Fonds africain de développement (FAD) créée parla BAD en 1972.

S'agissant des banques régionales et continentale, les initiateurs du NEPAD considèrent qu'il faut « mettre en œuvre un programme de renforcement des capacités en partenariat public/privé par le truchement de la Banque africaine de développement et des banques régionales de développement, afin d'aider les pouvoirs publics, aux niveaux local et national, à structurer et réglementer les transactions concernant les infrastructures et les services sociaux ».

## **Les marchés financiers**

Les institutions de Brettons Woods ont encouragé le développement des marchés boursiers qui constitue une partie importante de la libéralisation financière dans les années 1980.

On a souvent déterminé les relations entre les banques et la croissance économique, mais il reste à définir le rôle des bourses dans le développement économique dans les pays africains

De nombreuses questions se posent. D'abord, il s'agit d'évaluer les avantages que ces marchés peuvent procurer aux économies africaines et aux

investisseurs étrangers. Financent-ils véritablement les activités de production où sont-ils le lieu où peuvent être amassés ? Ensuite, le financement de la croissance économique pouvant être assuré par le système bancaire, le problème est de savoir si la finance par titres peut se substituer à la finance intermédiée ou si, à l'inverse, leur développement et leur bon fonctionnement sont corrélés. Enfin, le marché peut-il entraîner l'augmentation des agrégats macroéconomiques ? Ou fait-il peser sur le secteur réel des risques inutiles quand on considère l'importante volatilité des cours et les entrées massives de capitaux ayant des effets déstabilisateurs sur l'économie ?

On ne compte que huit marchés financiers en Afrique subsaharienne mis à part celui de l'Afrique du Sud. Ce dernier constitue un cas particulier en raison de son importance et du développement économique relativement avancé de ce pays. Sur les sept marchés (Kenya, Zimbabwe, Ghana, Botswana, Namibie, Zambie), un seul se trouve en Afrique francophone, la bourse d'Abidjan en Côte d'Ivoire.

Au Kenya et au Zimbabwe, pays de fort peuplement blanc, les bourses fonctionnent depuis l'indépendance, environ quarante années. Elles avaient été conçues comme des outils d'« indigénisation » des sociétés à capitaux étrangers plus que comme des outils de développement du secteur privé, aptes à canaliser l'épargne locale et étrangère.

Au Botswana, au Ghana, en Namibie et Zambie, les bourses ont ouvert leurs portes à la fin des années 1980 ou au début des années 1990.

En définitive, les marchés financiers d'Afrique sub-saharienne sont jeunes et possèdent les caractéristiques des marchés pré-émergents. Ils ont été construits suite aux programmes de libéralisation financière et aux privatisations massives du début des années 1990.

Les marchés émergents sont hétérogènes. Suivant les pays les variations dans le nombre de compagnies cotées, le nombre de nouvelles cotations par la capitalisation du marché et les valeurs échangées sont considérables. Ces différences reflètent les caractéristiques économiques et l'environnement financier des pays. Pourtant, les marchés émergents possèdent des caractéristiques communes. Il s'agit souvent de marchés risqués, d'une part à cause de la volatilité importante des cours et d'autre part à cause de la moindre fiabilité des informations et du manque de transparence. L'excès de volatilité (souvent compensé par un supplément de rentabilité) provient généralement de l'insuffisance de liquidités et de la faible capitalisation du marché. En effet, les échanges concernent souvent quelques titres et seules quelques sociétés dominent le marché.

Par ailleurs, les marchés émergents sont soumis à des contraintes réglementaires plus importantes que leurs homologues des pays développés et très peu sociétés étrangères y sont cotées. Ils sont donc peu ouverts et mal intégrés au niveau international.

### **Les obstacles au développement des marchés financiers en Afrique subsaharienne**

En Afrique subsaharienne, le développement des marchés financiers rencontre de nombreux obstacles. L'exemple de la Côte d'Ivoire avec la Bourse des Valeurs Mobilières d'Afrique de l'Ouest (BRVM) le montrent clairement. Initialement prévu pour le 18 décembre 1997, le lancement effectif n'a eu lieu avant fin 1998. Elle remplace la Bourses de Valeurs d'Abidjan (BVA) de la Côte d'Ivoire et, sous la direction de la BCEAO, elle est devenue une bourse régionale. C'est une expérience unique au monde puisque les huit pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) - la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Niger, le Bénin, le Burkina, le Mali, le Togo et la Guinée Bissau – possèdent un seul et même marché financier. Cette bourse de valeur régionale est conçue comme devant être un marché de placement pour les opérateurs locaux et non un marché spéculatif.

Les retards successifs liés à la mise en place du système central et l'installation des antennes nationales dans chaque pays n'ont pas répondu aux attentes des opérateurs économiques. De même, on se pose beaucoup de question sur la viabilité d'une bourse régionale. S'agit-il là d'un projet reposant sur un volontarisme excessif ne tenant pas compte des données économiques, financières, sociales, culturelles qui prévalent en Afrique ? C'est une question qui mérite d'être étudiée sérieusement, sinon ce sera une expérience qui viendra enrichir l'immense cimetière d'échecs accumulés sur le continent africain. Les obstacles au développement économique des pays africains se situent côté tant de l'offre et de la demande d'instruments financiers.

#### **L'offre des instruments financiers**

Les entreprises s'appuient sur l'autofinancement, le financement bancaire ou des emprunts divers comme ceux de la finance informelle. Les grands chefs d'entreprise ne sont pas habitués à diffuser l'information financière les concernant et préfèrent le plus à la tenir secrète. Les titres émis sont détenus par des individus ou des groupes fermés qui se connaissent entre eux.

D'autre part, les crédits sont souvent subventionnés ou alloués par les gouvernements et les avantages fiscaux incitent à l'endettement et non au financement par titres. De plus, la détermination arbitraire des prix auxquels un

titre peut être offert sur le marché et l'omniprésence des gouvernements qui émettent des bons du Trésor, constituent deux obstacles supplémentaires.

Finalement, les lourdes procédures de demande pour l'émission de titres et la mauvaise compréhension des techniques financières par les entreprises, font que le rôle du marché est très faible au niveau du financement local.

Au total, les grandes entreprises, qui sont les seules aptes à émettre des titres sur le marché financier, ne représentent qu'un très faible pourcentage de la valeur ajoutée des pays d'Afrique sub-saharienne puisque les petites et moyennes entreprises sont excessivement nombreuses. Par conséquent, l'offre de titres reste faible et a du mal à se développer. Il en est de même du côté de la demande de titres.

#### La demande d'instruments financiers

Le manque d'information et de transparence, l'absence de marchés secondaires assurant un degré de liquidité suffisant, les faibles performances du marché financier sont autant d'obstacle à la demande de titres de la part des agents économiques. De plus, la faiblesse du système juridique relatif aux contrats, la mauvaise protection des investisseurs et les contraintes de convertibilité des changes et de rapatriement des dividendes n'incitent pas les agents étrangers à placer leurs fonds en Afrique subsaharienne.

Au total, le marché n'inspire pas confiance et souffre d'un manque de surveillance et de transparence. Leur développement paraît fortement compromis pour les années à venir étant donnés les efforts institutionnels, juridiques, économiques et liés aux changements des mentalités à mettre en œuvre.

Cependant, si les conditions actuelles de la finance directe sont difficiles, avant de songer à mettre en place les transformations nécessaires à son développement, encore faut-il s'assurer qu'un lien existe entre la croissance économique et les marchés financiers (Pour plus de détails, cf. Audrey Chouchane-Verdier. *Libération financière et croissance économique. Le cas de l'Afrique subsaharienne*. L'Harmattan 2001)

Nous n'examinerons pas les controverses théoriques relatives aux relations entre les marchés financiers et la croissance économique (cf ; Les thèses néoclassiques de McKinnon favorables à la libération financière et les thèses post-keynésiennes défavorables de Singh)

Ces problèmes n'ont pas été rapidement abordés par les initiateurs du NEPAD qui se contentent de renvoyer l'étude de ses questions à une équipe de

travail. Cette équipe sera chargée « de promouvoir l'amélioration des marchés financiers domestiques, leur harmonisation et leur intégration par-delà les frontières ». Elle devra « commencer par mettre l'accent sur la législation et la réglementation des régimes financiers » (p.39)

### Les financements extérieurs

Les initiateurs du NEPAD comptent beaucoup sur les investissements étrangers pour réaliser le développement des pays africains. C'est pourquoi ils ont organisé une grande conférence réunissant investisseurs privés étrangers et gouvernements africains. Néanmoins, ils n'excluent pas l'intervention des investisseurs nationaux tout en comptant sur le privé étranger qui détient d'énormes masses de capitaux. Examinons la philosophie qui sous-tend le financement du NEPAD avant d'examiner les chances de succès d'une arrivée massive de capitaux étrangers destinés à financer les projets régionaux et continentaux.

### Philosophie et réalité du financement du NEPAD

Les initiateurs de plan pensent que seul le secteur privé peut assurer le développement aussi bien des pays développés que les pays sous-développés. S'agissant des pays développés, nous l'avons déjà dit, le secteur privé en concordance avec l'Etat a réussi à assurer le développement des pays développés d'Europe, d'Amérique et d'Asie. Mais il s'agit d'un capital national. Il reste à nous prouver qu'il a eu des pays développés qui ont réussi à réaliser leur développement grâce à l'afflux massif de capitaux étrangers. A notre connaissance, l'histoire ne nous en donne pas des exemples.

Au début des indépendances africaines des années 1960, on comparait les développements de la Corée du Sud et de la Côte d'Ivoire qui avait connu un boom économique avec sa mise valeur tardive amorcée durant la période coloniale et accélérée durant la période post-coloniale.

Quelques années plus tard, on a constaté que la Corée du Sud s'est fortement développée alors que le miracle ivoirien s'est transformé en mirage. L'exemple de la Côte d'Ivoire, donnée à l'époque comme un modèle de développement libéral fondé sur l'afflux de capitaux privés étrangers, devrait faire réfléchir les initiateurs du NEPAD sur les limites de ce modèle qui n'a pas assuré le décollage de l'économie ivoirienne.

Samir Amin a consacré une étude approfondie de l'évolution économique et sociale de la Côte d'Ivoire dans son livre, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire* (Les Editions de Minuit, Paris 1967). La conclusion que l'on peut tirer de l'expérience de la Côte d'Ivoire est très claire. Il y a un développement du capitalisme étranger et non un développement du capitalisme ivoirien. Il y a incontestablement croissance économique mais pas de développement. Samir de

tirer la leçon suivante : « l'expérience de l'évolution de la Côte d'Ivoire au cours des quinze dernières années est riche d'enseignements. Elle peut être caractérisée d'une seule expression : « croissance sans développement », c'est-à-dire croissance engendrée et entretenue de l'extérieur, sans que les structures socioéconomiques mises en place permettent d'envisager un passage automatique à l'étape ultérieure, celle d'un dynamisme auto-centré et auto-entretenu »

L'exemple du Ghana qui venait de réaliser son indépendance politique et qui voulait se développer économiquement en faisant appel aux investissements privés étrangers peut être évoqué pour qu'on puisse en tirer des leçons.

De 1957 à 1960, sur les conseils de l'économiste jamaïcain Arthur Lewis, auteur de l'ouvrage : La théorie de la croissance économique (Payot ; 1963) et prix Nobel d'économie, le président de la République du Ghana choisit de faire appel au capital étranger. L'Etat continue de limiter son intervention à l'équipement de l'infrastructure. D'où une croissance modérée de l'ordre de 1, 5% par tête en termes réels, l'augmentation progressive du déficit des finances publiques et de la balance des paiements. La détérioration du prix du cacao à partir de 1954 aggrave encore cette évolution. Quant aux capitaux étrangers, malgré les conditions de faveur qui leur sont faites, ils ne viennent pas, les possibilités d'investissements à forte rentabilité étant épuisées par la mise en valeur coloniale du pays. L'échec de la politique économique libérale est total ; la période de 1957-1961 restera dans l'histoire du Ghana celle du gaspillage des réserves extérieures du pays sans que l'utilisation de ces réserves ait permis d'améliorer la capacité productive du pays.

Le silence du NEPAD sur la nécessité de l'industrialisation des pays africains pour promouvoir un véritable développement qui peut contribuer à la modernisation de l'agriculture est étrange. La non-industrialisation imposée aux pays africains durant la période coloniale à la suite du pacte colonial est le grand handicap de l'Afrique au Sud du Sahara, l'Afrique du Sud exclue, a fait que celle-ci est déclassée du Tiers monde pour être classée dans le quart-monde. L'histoire montre que l'industrialisation est un facteur indispensable à tout pays qui veut véritablement se développer. Le recours à des investissements privés étrangers ne fait qu'aggraver la dépendance économique, financière, politique et culturelle des pays africains. Il a l'inconvénient d'aggraver le déficit de la balance des paiements à la suite de l'exportation des profits réalisés localement. Il laisse aux privés la possibilité d'investir dans les seuls secteurs qui les intéressent et qui ne correspondent pas aux intérêts des pays d'accueil.

### **Conclusion**

Au terme de cette analyse, on peut tirer quelques conclusions :

- 1) L'absence d'un véritable développement de l'Afrique ne situe pas au niveau du recours seulement à la dette et au crédit, mais au niveau de la nature des rapports de domination et d'exploitation du continent par les pays développés.
- 2) Il est nécessaire de tirer des leçons des différentes expériences de développement qui ont eu lieu sur notre continent ces dernières années comme le Plan de Lagos, le Plan Berg, le Carpas de la CEA, etc..
- 3) Il faut déterminer les forces sociales qui sont favorables ou défavorables au développement capitaliste des pays africains. Un plan ne peut réussir que s'il est porté par des forces sociales puissantes qui y trouvent leurs intérêts réalisés.
- 4) Il faut aussi étudier la question nationale ; car sans un minimum d'intégration nationale, il n'est pas possible de réaliser une intégration régionale et continentale
- 5) Sans industrialisation, l'Afrique ne pourra pas moderniser son agriculture et assurer son véritable développement autocentré
- 6) Privilégier les intérêts étrangers au détriment des intérêts nationaux, c'est tourner le dos aux intérêts des forces nationales et populaires des pays africains